

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2021-2022

22 AVRIL 2022

Proposition de révision de l'article 23 de la Constitution en vue d'assurer le droit à l'eau et à l'assainissement

(Déposée par
Mme France Masai et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

Les périodes de sécheresse de ces dernières années, puis les terribles inondations de juillet 2021 ont mis au cœur de l'actualité belge la question de l'eau et les multiples enjeux de sa gestion (I). Dans ce contexte, qui est aussi celui de l'urgence climatique et de la crise de la biodiversité, et tenant compte des enjeux sociaux de l'accès à l'eau et du respect des droits humains, l'inscription du droit à l'eau dans la constitution apparaît essentielle (II).

I. LES ENJEUX DE L'EAU EN BELGIQUE

A. L'eau, un élément au cœur des milieux de vie et de l'aménagement du territoire

L'eau est un élément indispensable pour tous les êtres vivants. Humains, animaux et plantes ont un besoin vital d'eau en quantité et qualité suffisante. Elle suit un cycle planétaire et irrigue nos territoires, les marquant de sa présence. Depuis toujours, les communautés humaines pensent l'organisation de leurs territoires en fonction de l'eau. En Belgique, les inondations de juillet 2021 ont mis en lumière l'importance de mieux prendre en compte l'eau dans notre rapport au territoire.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2021-2022

22 APRIL 2022

Voorstel tot herziening van artikel 23 van de Grondwet teneinde het recht op water en sanitatie te waarborgen

(Ingediend door
mevrouw France Masai c.s.)

TOELICHTING

De droogteperiodes van de voorbije jaren, gevolgd door de zware overstromingen van juli 2021, hebben de waterproblematiek en de vele aspecten van het waterbeheer bovenaan de Belgische agenda geplaatst (I). In deze context, die ook samenvalt met de klimaatverandering en de biodiversiteitscrisis, en gelet op de sociale aspecten van de toegang tot water en de eerbiediging van de mensenrechten, lijkt het van essentieel belang om het recht op water in de Grondwet op te nemen (II).

I. DE WATERPROBLEMATIEK IN BELGIË

A. Water, een essentieel element van de leefomgeving en de ruimtelijke ordening

Water is een onmisbaar element voor alle levende wezens. Mensen, dieren en planten hebben een vitale behoefte aan water in voldoende hoeveelheid en van voldoende kwaliteit. Water volgt een planetaire cyclus en bevloeit onze grondgebieden, markeert ze met zijn aanwezigheid. Sinds mensenheugenis hebben menselijke gemeenschappen hun grondgebied rond het water georganiseerd. In België hebben de overstromingen van juli 2021 duidelijk gemaakt hoe belangrijk het is om in onze relatie met het grondgebied rekening te houden met water.

B. L'eau au centre de multiples usages humains

Nous avons de multiples usages de l'eau: boire, cuisiner, se laver, assainir son environnement, mais aussi des usages agricoles, des usages industriels variés, des usages de loisirs et de bien-être ou encore des usages spirituels et religieux.

Pour un ménage, l'utilisation de l'eau dépasse de loin la seule eau de boisson ou de cuisson. Un rapport (1) compare la consommation d'eau domestique en Flandre pour différents types de ménages en 2016 et met en lumière qu'en moyenne, seulement 10 % de la quantité d'eau d'un ménage est utilisée pour l'alimentation et en tant que boisson, et plus de 85 % pour les fonctions d'hygiène, d'entretien du linge, de vaisselle. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime ainsi à vingt litres d'eau par jour le minimum vital pour répondre aux besoins d'hygiène personnelle, d'alimentation et d'hydratation; cinquante à cent litres étant la quantité jugée nécessaire (2).

Cette quantité est nécessaire pour des questions de santé publique. Boire de l'eau en lieu et place d'autres liquides est une habitude alimentaire saine. La pandémie de Covid-19 nous a quant à elle rappelé l'importance cruciale de l'assainissement, de l'hygiène et d'un accès adéquat à l'eau potable afin de prévenir et de contrôler les maladies.

C. Trois menaces pèsent actuellement sur la gestion de l'eau en Belgique

1) Les modifications du cycle hydrologique de l'eau

Le réchauffement climatique amène des épisodes pluvieux plus forts – comme ceux que nous avons observés en juillet 2021 – et des périodes de sécheresse plus régulières et plus intenses. Il va aussi augmenter l'évapotranspiration, ce qui limitera d'autant l'infiltration de l'eau. Durant les périodes de sécheresse, la demande en eau, notamment pour nos cultures aujourd'hui faiblement irriguées, va augmenter ce qui augmentera la pression sur les quantités d'eau disponibles (3).

(1) <https://www.vmm.be/publicaties/watergebruik-door-huishoudens>.

(2) <https://www.cieau.com/le-metier-de-leau/ressource-en-eau-eau-potable-eaux-usees/la-consommation-deau-domestique-est-elle-la-meme-a-travers-le-monde/>.

(3) Plateforme Wallonne pour le GIEC, *Ressources en eau et climat: État actuel, risques et pistes d'adaptation*, Lettre n° 20, mai 2021, <https://plateforme-wallonne-giec.be/Lettre20.pdf>.

B. Water ten dienste van divers gebruik door de mens

Water wordt op vele manieren gebruikt: om te drinken, te koken, te wassen, de omgeving schoon te houden, maar ook in de landbouw, voor diverse industriële doeleinden, voor recreatie en welzijn, en voor spirituele en religieuze doeleinden.

Voor een huishouden gaat het waterverbruik veel verder dan alleen drink- of kookwater. In een rapport (1) wordt het huishoudelijk waterverbruik in Vlaanderen voor verschillende soorten huishoudens in 2016 vergeleken en wordt benadrukt dat gemiddeld slechts 10 % van het water in een huishouden wordt gebruikt voor eten en drinken, en meer dan 85 % voor hygiëne, wassen en afwassen. De Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) schat dat 20 liter water per dag het absolute minimum is om te voldoen aan de behoeften inzake persoonlijke hygiëne, voeding en hydratatie; 50-100 liter is de hoeveelheid die noodzakelijk wordt geacht (2).

Deze hoeveelheid is noodzakelijk om redenen van volksgezondheid. Water drinken in plaats van andere vloeistoffen is een gezonde voedingsgewoonte. De COVID-19-pandemie heeft ons herinnerd aan het cruciale belang van sanitatie, hygiëne en adequate toegang tot drinkbaar water om ziekten te voorkomen en te bestrijden.

C. Drie actuele bedreigingen voor het waterbeheer in België

1) Veranderingen in de hydrologische watercyclus

De opwarming van de aarde leidt tot zwaardere regenval, zoals in juli 2021, en tot regelmatigere en intensere droogteperiodes. Ook neemt de verdamping toe, waardoor de infiltratie van water verder wordt beperkt. Tijdens droge periodes stijgt de vraag naar water, vooral voor onze momenteel slecht geïrrigeerde gewassen, waardoor de druk op de beschikbare hoeveelheid water toeneemt (3).

(1) <https://www.vmm.be/publicaties/watergebruik-door-huishoudens>.

(2) <https://www.cieau.com/le-metier-de-leau/ressource-en-eau-eau-potable-eaux-usees/la-consommation-deau-domestique-est-elle-la-meme-a-travers-le-monde/>.

(3) Plateforme Wallonne pour le GIEC, *Ressources en eau et climat: État actuel, risques et pistes d'adaptation*, Lettre nr. 20, mei 2021, <https://plateforme-wallonne-giec.be/Lettre20.pdf>.

2) L'exploitation inappropriée des ressources limitées d'eau

En Europe, l'agriculture est le premier utilisateur d'eau (avec 64 %), suivie par l'énergie (20 %), l'approvisionnement en eau de la population (12 %) et l'industrie (4 %). Et ensemble, tous ces secteurs utilisent au moins 20 % de l'eau utilisée en Europe (4).

Faussement abondante, l'eau est une ressource limitée, amenée à devenir un bien de plus en plus précieux, de plus en plus rare et de plus en plus convoité. De nombreuses communes de notre pays ont été confrontées ces dernières années à des difficultés d'approvisionnement en eau, particulièrement en période estivale, et surtout en Flandre où l'interdiction du pompage dans certains cours d'eau est fréquemment décrétée par les gouverneurs de province lors d'un épisode de sécheresse (5), impliquant des restrictions d'utilisation pour les ménages.

Dans une perspective d'adaptation et pour améliorer la diffusion des informations relatives à la situation des ressources en eau, une nouvelle séquence dans les bulletins météo de la RTBF (Radio-télévision belge de la Communauté française) a vu le jour depuis mai 2021. Une carte (6) de la situation de la ressource et de la disponibilité en eau de distribution dresse une vue d'ensemble de la situation dans les communes wallonnes et bruxelloises, et analyse le niveau de risque de pénurie. En fonction de la situation rencontrée, des conseils et consignes spécifiques sont donnés aux téléspectateurs afin de les sensibiliser et leur rappeler quelques bonnes pratiques.

Notre gestion de l'eau va évoluer dans les prochaines années au niveau collectif et individuel pour prendre en compte cette rareté nouvelle. Une nécessaire sobriété dans les usages va se développer dans les pratiques quotidiennes.

(4) *Faire face aux problèmes de rareté de la ressource en eau et de sécheresse dans l'Union européenne*, Résumé de l'analyse d'impact, 18 juillet 2007, COM(2007) 414, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52007DC0414&from=FR>.

(5) En Belgique, si la Wallonie peut compter sur les eaux souterraines, la Flandre dépend fortement des eaux de surface, comme les rivières, pour son approvisionnement en eau. Elle est d'ailleurs la seule région d'Europe de l'ouest à être en « pénurie hydrique extrême », selon des chercheurs du *World Resources Institute* de Washington.

(6) L'établissement de ce nouvel outil d'information est le résultat d'un travail collaboratif entre la RTBF, le Centre régional de crise de Wallonie (CRC-W), la société anonyme (SA) AQUAWAL et les producteurs et distributeurs d'eau.

2) Onoordeelkundig gebruik van de beperkte watervoorraden

In Europa is de landbouw de grootste afnemer van water (met 64 %), gevolgd door de energiesector (20 %), de openbare watervoorziening (12 %) en de industrie (4 %). Samen gebruiken al deze sectoren ten minste 20 % van het water dat in Europa wordt gebruikt (4).

Water lijkt in overvloed voorhanden te zijn, maar is in werkelijkheid een beperkte grondstof, die steeds kostbaarder, schaarser en gewilder zal worden. De laatste jaren worden heel wat gemeenten in ons land geconfronteerd met problemen op het vlak van de waterbevoorrading, vooral tijdens de zomerperiode, en dan vooral in Vlaanderen, waar de provinciegouverneurs tijdens een periode van droogte vaak een oppompverbod in bepaalde waterlopen afkondigen (5), met gebruiksbeperkingen voor de gezinnen tot gevolg.

Om de verspreiding van informatie over de toestand van de watervoorraden aan te passen en te verbeteren, is sinds mei 2021 een nieuwe rubriek opgenomen in de weerberichten van de RTBF (openbare omroep van de Franse Gemeenschap). Een kaart (6) van de toestand van de watervoorraden en de beschikbaarheid van leidingwater geeft een overzicht van de situatie in de Waalse en Brusselse gemeenten en analyseert het risico op een tekort. Afhankelijk van de situatie worden specifieke adviezen en instructies aan de kijkers gegeven om hen bewust te maken en te herinneren aan goede praktijken.

Ons waterbeheer zal de komende jaren op collectief en individueel niveau evolueren in het licht van deze nieuwe schaarste. In het dagelijks gebruik zal het noodzakelijk zijn om zuinig om te springen met water.

(4) *De aanpak van waterschaarste en droogte in de Europese Unie*, Samenvatting van de effectbeoordeling, 18 juli 2007, COM(2007) 414, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/PDF/?uri=CELEX:52007DC0414&from=NL>.

(5) In België kan Wallonië terugvallen op grondwater, maar Vlaanderen is voor zijn watervoorziening sterk afhankelijk van oppervlaktewater, zoals rivieren. Het is zelfs de enige regio in West-Europa waar sprake is van « extreme waterschaarste », aldus onderzoekers van het *World Resources Institute* in Washington.

(6) De invoering van dit nieuwe informatie-instrument is het resultaat van een samenwerkingsverband tussen de RTBF, het *Centre régional de crise de Wallonie* (CRC-W), de naamloze vennootschap (NV) AQUAWAL en de waterproducenten en -distributeurs.

3) La pollution de l'eau

Résidus médicamenteux, nitrates et autres éléments viennent modifier la qualité de l'eau présente dans l'environnement. Les impacts de ces modifications sur la faune, la flore et l'organisme humain sont toujours étudiés actuellement. Et l'impact financier à court terme est déjà bien réel: les procédés d'assainissement de l'eau, afin de la rendre propre à la consommation, représentent un coût de plus en plus important, répercuté sur les ménages et les entreprises. Préserver la qualité de la ressource est un enjeu essentiel.

D. La précarité hydrique, une réalité en Belgique

La Belgique n'est pas épargnée par la précarité hydrique qui touche les personnes sans-abris, les résidents permanents dans les campings mais aussi de nombreux ménages pour qui la facture d'eau est difficile à assumer. La Fondation Roi Baudouin estime à 14,8% le nombre de ménages faisant face à la précarité hydrique en 2019. Le nombre de ménages sollicitant un plan de paiement à leur organisme de distribution d'eau représente un indice parmi d'autres de cette précarité hydrique, aussi réelle qu'invisible (7). Autre indicateur, les coupures d'eau aux usagers domestiques à Bruxelles avaient doublé entre 2012 et 2018, avant d'être interdites à partir de cette année 2022, où une intervention sociale dans le prix de l'eau sera également instaurée. En Wallonie, la pose de limiteurs de débit avait augmenté de 20 % entre 2016 et 2019, et en février 2022, en vue de faire un pas supplémentaire dans la lutte contre la précarité hydrique, le gouvernement de Wallonie a décidé que le centre public d'action sociale (CPAS) disposera désormais de nonante jours pour se prononcer sur le placement d'un limiteur de débit d'eau. Par ailleurs, si le placement d'un limiteur devait être décidé, le débit minimum serait augmenté. Les autorités flamandes ont introduit, à partir du 1^{er} janvier 2020, la possibilité d'installer un limiteur de débit en cas de difficultés de paiement. En 2020, un total de septante limiteurs de débit ont été installés en Flandre pour les clients domestiques, pour des raisons de non-paiement (8). Mais les limiteurs de débit ne représentent pas une solution adéquate et pérenne à la précarité hydrique.

On le voit, les pouvoirs publics tentent d'y répondre par diverses initiatives (Fond social de l'eau, tarif social, *scanning* d'eau gratuit, détection des fuites, formations et informations, etc.), tout comme des associations

(7) <https://www.lesoir.be/339928/article/2020-11-28/la-chronique-de-carta-academica-la-vulnerabilite-hydrique-ou-la-necessite-de>.

(8) Vlaamse Milieumaatschappij, *Statistieken toepassing algemeen waterverkoopreglement 2020*, p. 32, <https://www.vmm.be/publicaties/statistieken-toepassing-algemeen-waterverkoopreglement-2020>.

3) Waterverontreiniging

Restanten van geneesmiddelen, nitraten en andere stoffen veranderen de kwaliteit van het water in het milieu. De gevolgen van deze veranderingen voor de fauna, de flora en het menselijk lichaam worden nog steeds onderzocht. Ook de financiële gevolgen op korte termijn zijn al zeer reëel: de kosten voor het zuiveren van water om het geschikt te maken voor consumptie nemen toe en worden doorgerekend aan gezinnen en bedrijven. De kwaliteit van deze grondstof in stand houden is een essentiële uitdaging.

D. Waterschaarste, een realiteit in België

Ook in België bestaat waterarmoede en dat niet alleen bij daklozen of permanente bewoners van campings, maar ook bij vele gezinnen die hun waterrekening maar moeilijk kunnen betalen. De Koning Boudewijnstichting schat het aantal gezinnen dat in 2019 met waterarmoede werd geconfronteerd op 14,8 %. Het aantal gezinnen dat bij hun watermaatschappij om een afbetalingsplan verzoekt, is één indicator van deze reële maar onzichtbare waterarmoede (7). Een andere indicator is dat het aantal Brusselse gezinnen bij wie het water werd afgesloten, tussen 2012 en 2018 is verdubbeld. Sinds 2022 is dat laatste overigens verboden en is er tevens een sociale tegemoetkoming in de waterprijs ingevoerd. In Wallonië is het aantal debietbegrenzers tussen 2016 en 2019 met 20 % gestegen, en om een nieuwe stap te zetten in de strijd tegen waterarmoede heeft de Waalse regering in februari 2022 beslist dat het OCMW voortaan negentig dagen de tijd heeft om te beslissen over de plaatsing van een debietbegrenzer. Bovendien zal, indien wordt besloten een debietbegrenzer te installeren, het minimumdebiet worden verhoogd. Vanaf 1 januari 2020 heeft de Vlaamse overheid de mogelijkheid ingevoerd om een debietbegrenzer te installeren in geval van betalingsmoeilijkheden. In 2020 werden in Vlaanderen in totaal zeventig debietbegrenzers geïnstalleerd bij huishoudelijke klanten wegens wanbetaling (8). Debietbegrenzers zijn echter geen adequate en permanente oplossing voor waterarmoede.

Het is duidelijk dat de overheid probeert te reageren via verschillende initiatieven (*Fonds social de l'eau*, sociaal tarief, gratis scannen van water, lekdetectie, opleiding en voorlichting, enz.). Het is echter zowel evident als

(7) <https://www.lesoir.be/339928/article/2020-11-28/la-chronique-de-carta-academica-la-vulnerabilite-hydrique-ou-la-necessite-de>.

(8) Vlaamse Milieumaatschappij, *Statistieken toepassing algemeen waterverkoopreglement 2020*, blz. 32, <https://www.vmm.be/publicaties/statistieken-toepassing-algemeen-waterverkoopreglement-2020>.

relevant du secteur social ou environnemental. Mais il paraît à la fois évident et inquiétant qu'à l'avenir, la précarité hydrique pourrait encore augmenter du fait des menaces pesant sur la qualité et les quantités d'eau disponibles évoquées dans ce texte. Or, la privation d'eau pour les besoins de base, ajoutée à la privation d'eau pour des raisons de loisir ou de bien-être (la détente éventuelle des enfants, par exemple) sont de nature à amplifier la désaffiliation sociale (9).

E. Une question économique

L'eau douce est une ressource précieuse dont l'utilisation rationnelle doit faire l'objet de débats démocratiques et viser en premier lieu la mise en œuvre des droits fondamentaux et la préservation de l'environnement dans une optique de long terme et de justice. L'eau ne peut devenir une marchandise privant certaines et certains de son accès et sujette à des spéculations boursières. Le maintien d'une gestion publique de ce secteur est indispensable (10) pour garantir l'égalité d'accès et la sécurité d'approvisionnement. Quant aux acteurs privés, ils doivent faire l'objet d'une régulation forte pour éviter toute dérive contraire à l'intérêt général.

II. L'IMPORTANCE DE LA RECONNAISSANCE DU DROIT HUMAIN À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT, ET SES CONTOURS

Le droit à l'eau et à l'assainissement n'est pas consacré de manière explicite dans les traités internationaux en matière de droits humains en tant que droit comme tel. Mais des pas ont été franchis ces dernières années dans la perspective d'une reconnaissance de ces droits comme droits humains.

Le droit à l'eau est mentionné explicitement dans des actes et décisions de nature internationale concernant les droits humains, comme la Convention des Nations unies (NU) sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (article 14, § 2) et la convention des NU pour les droits de l'enfant (article 24, § 2): «Les enfants ont le droit d'avoir les meilleurs soins de santé possible, de l'eau potable, de la nourriture saine et de vivre dans un environnement propre et sûr.»

(9) Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, *Enquête qualitative auprès de personnes ayant expérimenté des difficultés en matière d'accès à l'eau – 2018*, <https://www.rwlp.be/images/RWLP-Enquete-qualitative-accs-leau-2018.pdf>.

(10) Voir la recommandation du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, Rapport 2014-2015, <https://www.luttepauvrete.be/publication/du-service/rapport-bisannuel/rapport-bisannuel-2014-2015/>.

zorgwekkend dat de waterarmoede in de toekomst nog kan toenemen als gevolg van de bedreigingen voor de kwaliteit en de kwantiteit van het beschikbare water die in deze tekst worden genoemd. Een tekort aan water voor basisbehoeften, in combinatie met een tekort aan water voor vrije tijd of welzijn (bijvoorbeeld voor de ontspanning van kinderen), kan de sociale uitsluiting vergroten (9).

E. Een economische kwestie

Zoet water is een kostbare rijkdom. Het rationele gebruik ervan moet onderwerp zijn van een democratisch debat en moet in de eerste plaats gericht zijn op de handhaving van de grondrechten en het behoud van het leefmilieu, vanuit een rechtvaardig langetermijnperspectief. Water mag geen handelswaar worden, waartoe sommige mensen geen toegang hebben en waarop wordt gespeculeerd. Handhaving van het overheidsbeheer in deze sector is van essentieel belang (10) om de gelijke toegang tot en de continuïteit van de voorziening te waarborgen. De privéactoren moeten aan strenge regels worden onderworpen om te voorkomen dat hun activiteiten tegen het algemeen belang indruisen.

II. HET BELANG VAN DE ERKENNING VAN HET RECHT VAN DE MENS OP WATER EN SANITATIE EN DE GRENZEN DAARVAN

Het recht op water en sanitatie is in de internationale mensenrechtenverdragen niet expliciet vastgelegd als een recht op zich. De laatste jaren zijn er echter stappen gezet in de richting van een erkenning van deze rechten als mensenrechten.

Het recht op water wordt uitdrukkelijk genoemd in internationale bepalingen en besluiten op het gebied van de mensenrechten, zoals het Verdrag van de Verenigde Naties (VN) inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen (artikel 14, § 2) en het VN-Verdrag inzake de rechten van het kind (artikel 24, § 2): kinderen hebben recht op de best mogelijke gezondheidszorg, drinkbaar water, gezonde voeding en een schone en veilige leefomgeving.

(9) Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, *Enquête qualitative auprès de personnes ayant expérimenté des difficultés en matière d'accès à l'eau – 2018*, <https://www.rwlp.be/images/RWLP-Enquete-qualitative-accs-leau-2018.pdf>.

(10) Zie de aanbeveling van het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting, Rapport 2014-2015, <http://www.armoedebestrijding.be/publications/verslag8/volledigverslag.pdf>.

Des résolutions du Conseil des droits de l'homme et de l'Assemblée générale des Nations unies relatives au droit à l'eau et à l'assainissement constituent aussi une avancée vers la reconnaissance au niveau international. En juillet 2010, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution n° 64/292 intitulée «Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement» selon laquelle elle reconnaît que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits humains (11). La résolution n° 64/292 de l'Assemblée générale des Nations unies du 28 juillet 2010 reconnaît nommément le droit de l'homme à l'eau pour la toute première fois. Elle confirme aussi que c'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de garantir le plein exercice de tous les droits humains, et que le fait de déléguer la fourniture de services d'approvisionnement en eau potable ou de services d'assainissement à un tiers n'exonère pas l'État de ses obligations en matière de droits humains.

En réponse à la première initiative citoyenne européenne «L'eau et l'assainissement sont un droit humain! L'eau est un bien public, pas une marchandise!» nommée aussi *Right2Water* (12), la Commission a publié en 2014 une communication dans laquelle elle fait référence au premier considérant de la directive-cadre relative à l'eau: «L'eau n'est pas un bien marchand comme les autres mais un patrimoine qu'il faut protéger, défendre et traiter comme tels.» La directive européenne du 16 décembre 2020 (13), issue de cette initiative citoyenne, enjoint les États à «garantir l'accès à l'eau destinée à la consommation humaine pour les groupes vulnérables et marginalisés». Elle vise notamment l'installation d'équipements dans l'espace public et la fourniture d'eau dans l'horeca. L'eau est un bien public, pas une marchandise!

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, quant à elle, a souligné que «l'accès à l'eau doit être reconnu comme un droit humain car l'eau est indispensable à la vie sur la planète et constitue un bien commun de l'humanité» (14).

On retrouve aussi l'eau dans les Objectifs de développement durable qui visent à «Garantir l'accès à tous à

Resoluties van de Mensenrechtenraad en de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties over het recht op water en sanitatie zijn ook een stap naar internationale erkenning. In juli 2010 nam de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties resolutie nr. 64/292 aan, met als opschrift «*The human right to water and sanitation*», waarin erkend wordt dat het recht op drinkwater en sanitatie een fundamenteel recht is, dat essentieel is om ten volle van het leven te kunnen genieten en alle mensenrechten te kunnen uitoefenen (11). In resolutie 64/292 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 28 juli 2010 wordt het recht van de mens op water voor het eerst bij naam erkend. In de resolutie wordt ook bevestigd dat Staten de primaire verantwoordelijkheid hebben om de volle uitoefening van alle mensenrechten te waarborgen. Wanneer de Staat de drinkwatervoorziening of sanitatie uitbesteedt aan een derde, wordt hij dus niet ontheven van zijn verplichtingen inzake mensenrechten.

Als reactie op het eerste Europese burgerinitiatief «*Water en sanitaire voorzieningen is een mensenrecht! Water is een publiek goed, geen handelswaar!*» ook wel *Right2Water* genoemd (12), publiceerde de Commissie in 2014 een mededeling waarin zij verwees naar de eerste considerans van de kaderrichtlijn over water: «Water is geen gewone handelswaar, maar een erfgoed dat als zodanig beschermd, verdedigd en behandeld moet worden.» De Europese richtlijn van 16 december 2020 (13), die voortvloeit uit dit burgerinitiatief, verplicht Staten ertoe om «de toegang tot voor menselijke consumptie bestemd water voor kwetsbare en gemarginaliseerde groepen te waarborgen». Ze beoogt meer bepaald de installatie van tappunten in de openbare ruimte en het verstrekken van water in de horeca. Water is een publiek goed, geen handelswaar!

De Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa benadrukte dat «de toegang tot water moet worden erkend als fundamenteel recht omdat het essentieel is voor het leven op aarde en een bron die de mensheid moet delen» (14).

Water vindt men ook terug in de Doelstellingen inzake Duurzame ontwikkeling die erop gericht zijn

(11) Henri Smets, «Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement est finalement reconnu», dans *Revue juridique de l'environnement*, 2011/1, vol. 36, p. 79 à 89.

(12) www.right2water.eu.

(13) Directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

(14) Résolution 1693/2009 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

(11) Henri Smets, «Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement est finalement reconnu», in *Revue juridique de l'environnement*, 2011/1, vol. 36, blz. 79 tot 89.

(12) www.right2water.eu.

(13) richtlijn (EU) 2020/2184 van het Europees Parlement en van de Raad van 16 december 2020 betreffende de kwaliteit van voor menselijke consumptie bestemd water.

(14) Resolutie 1693/2009 van de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa.

des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable».

Le Comité pour les droits économiques, sociaux et culturels a défini en 2002 le droit à l'eau comme «un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable, d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques de chacun». Dans son texte, le Comité insiste également sur l'importance de la participation à la gestion de l'eau comme un élément indispensable à la pleine réalisation du droit à l'eau. Cette dernière composante renvoie à la nécessité d'une gouvernance transparente de l'eau et participative où chaque citoyen et citoyenne a l'opportunité de s'exprimer quant aux choix politiques qui sont opérés. Dans un contexte de pression sur la ressource comme celui que nous allons connaître de plus en plus en Belgique, garantir un débat démocratique autour des usages de l'eau est essentiel.

Vingt pays, dans le monde entier, formulent explicitement le droit à l'eau dans leur Constitution. Au niveau européen, la Slovénie a été le premier pays européen à inscrire le droit à l'eau dans sa Constitution et consacre ainsi en 2016 le droit à une eau potable non privatisée.

Tout récemment, en novembre 2021, l'État de New York, qui compte environ vingt millions d'habitants, a fait de même suite à un référendum.

En matière d'eau, la Belgique a déjà signé en 1999 le Protocole sur l'eau et la santé du Conseil économique et social des Nations unies et l'a ratifié en 2004, mais l'objectif d'entériner l'eau comme un droit dans les textes consacrant les droits humains n'est donc toujours pas réalisé. Il s'agit pourtant d'une recommandation portée par de nombreuses organisations en charge de lutter contre la précarité, dont par exemple le Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale (15).

«to ensure availability and sustainable management of water and sanitation for all».

Het Comité voor de economische, sociale en culturele rechten definieerde in 2002 het recht op water als volgt: «*The human right to water entitles everyone to sufficient, safe, acceptable, physically accessible and affordable water for personal and domestic uses.*» In zijn tekst benadrukt het Comité ook het belang van participatie in het waterbeheer als een onmisbaar element om ten volle het recht op water uit te oefenen. Dit laatste onderdeel verwijst naar de noodzaak van een transparant en participatief waterbeheer, waarbij elke burger de kans krijgt zijn mening te geven over de gemaakte beleidskeuzes. In een context waarbij steeds meer druk op deze hulpbron komt te staan, zoals steeds meer het geval zal zijn in België, is het van essentieel belang een democratisch debat over het watergebruik te waarborgen.

Twintig landen over de hele wereld vermelden het recht op water uitdrukkelijk in hun Grondwet. In Europa was Slovenië het eerste Europese land dat het recht op water in zijn Grondwet opnam en aldus in 2016 het recht op niet-geprivatiseerd drinkbaar water bekrachtigde.

Onlangs, in november 2021, deed de Staat New York, met ongeveer twintig miljoen inwoners, hetzelfde, na een referendum.

België heeft reeds in 1999 het Protocol betreffende water en gezondheid van de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties ondertekend en in 2004 geratificeerd, maar de doelstelling om water als een recht op te nemen in teksten waarin de mensenrechten worden bekrachtigd, is dus nog steeds niet gehaald. Het gaat nochtans om een aanbeveling van veel organisaties die zich inzetten voor armoedebestrijding, zoals het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting (15).

(15) Rapports *Services publics et pauvreté* (2014-2015), *Durabilité et pauvreté* (2018-2019) du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale.

(15) Verslagen *Publieke diensten en armoede* (2014-2015), *Duurzaamheid en armoede* (2018-2019) van het Steunpunt tot bestrijding van armoede, bestaansonzekerheid en sociale uitsluiting.

La Constitution belge consacre en son article 23 le droit de chacun de mener une vie conforme à la dignité humaine et énumère notamment le droit au travail et le droit à la santé. Il est un droit qui devrait selon nous, à la lumière de différentes considérations écologiques et sociales, être ajouté à cette liste: il s'agit du droit à l'eau et à l'assainissement, dont l'accès en quantité et en qualité suffisante est indispensable à la dignité humaine.

*
* *

De Belgische Grondwet bekrachtigt in artikel 23 dat ieder het recht heeft een menswaardig leven te leiden en lijst meer bepaald het recht op arbeid en het recht op bescherming van de gezondheid op. Een recht dat volgens ons aan die lijst zou moeten worden toegevoegd, om verschillende ecologische en sociale overwegingen, is het recht op water en sanitatie, omdat de toegang daartoe, in een voldoende hoeveelheid en kwaliteit, onontbeerlijk is voor de menselijke waardigheid.

*
* *

PROPOSITION

Article unique

L'article 23 de la Constitution est complété comme suit:

«7° le droit à l'eau et à l'assainissement.»

Le 15 mars 2022.

France MASAI.
Bert ANCIAUX.
Chris STEENWEGEN.

VOORSTEL

Enig artikel

Artikel 23 van de Grondwet wordt aangevuld als volgt:

«7° het recht op water en sanitatie.»

15 maart 2022.